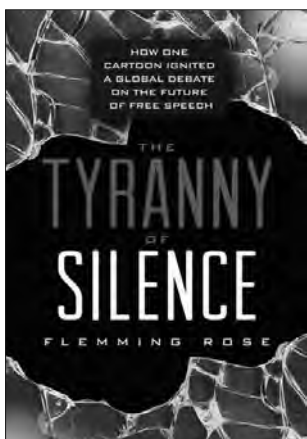


par MICHÈLE TRIBALAT*

Liberté d'expression, le combat de Flemming Rose

Réflexions sur *The Tyranny of Silence* du Danois Flemming Rose^[1]



FLEMMING ROSE, à l'origine des dessins satiriques sur Mahomet publiés au Danemark en 2005 dans le *Jyllands-Posten*, a enfin réussi à publier, en anglais, le livre qui fait le récit de son « aventure » et en tire les enseignements. Ce livre était déjà paru en danois, puis a été traduit en russe et en norvégien. Quelques extraits de *Tyranny of Silence* avaient été publiés par *Eurozine* sous le titre « Words and Deeds »^[2]. C'est le Cato Institute qui a relevé le défi, non sans s'être interrogé sur les risques ainsi encourus, comme l'indique le débat retransmis en direct par Cato Institute le 13 novembre 2014^[3]. L'aventure de Flemming Rose n'est qu'un indice, parmi bien d'autres, de

la remise en cause de ce qui semblait un acquis dans les démocraties occidentales : la liberté d'expression. Celle-ci a été mise à rude épreuve dès l'affaire Rusdhie en 1989, il y a déjà vingt-cinq ans, sans l'aide d'Internet et sans que l'on prenne vraiment conscience de la nouvelle ère dans laquelle nous entrions, avec lui. Depuis, la plupart des pays européens, et même les États-Unis, ont leur affaire Rushdie. À chaque nouvelle affaire, on fait mine de redécouvrir le problème. Flemming Rose lui-même reconnaît qu'il a manqué le tournant majeur qu'a représenté l'affaire Rushdie. Pourtant, elle a été « la première collision d'un conflit global qui risque de forger les relations internationales du 21^{ème} siècle » (p. 11). Comme l'a écrit Kenan Malik, les questions soulevées par l'affaire Rushdie allaient marquer notre époque « reliant le bûcher des livres à Bradford aux tours en feu de Manhattan le 11/9 et aux bus en flammes à Londres le 7/7 »^[4].

* Démographe à l'Institut national d'études démographiques, spécialiste de l'immigration en France.

1. Cato, 2014, 237 p.

2. <http://www.eurozine.com/articles/2012-04-04-rose-en.html>

3. <http://www.cato.org/multimedia/events/tyranny-silence>

4. *From Fatwa to Jihad, The Rushdie Affair and its Legacy*, 2009, Atlantic Books, p. XIII.

Argument

Flemming Rose a été, depuis 1990, successivement correspondant à Moscou pour le *Berlingske Tidende*, puis a travaillé au *Jyllands-Posten*, d'abord comme correspondant à Moscou, puis, à partir de 2004, comme chef du service culturel. Sa première expérience éditoriale sur l'islam fut une bétise mémorable. Il ne perçut pas l'intérêt de publier un entretien avec Theo van Gogh recueilli la veille de l'assassinat de ce dernier, entretien qui finira au *Politiken*, journal concurrent. Cette bétise le convainc de la nécessité d'approfondir sa connaissance de l'islam et de réfléchir sérieusement à l'attitude occidentale face à la violence pratiquée au nom de l'islam. Et, en Europe, les occasions ne manquent pas. Ce sont les difficultés rencontrées par Kåre Bluitgen, auteur de livres pour enfants, qui ont inspiré à Flemming Rose l'idée des caricatures. Elle avait beaucoup de mal à trouver un illustrateur pour son livre *Le Coran et la vie du prophète Mahomet*. Trois dessinateurs avaient décliné l'offre. Les seules propositions qu'avait reçues Kåre Bluitgen posaient la condition de l'anonymat et le premier à avoir été engagé avait dessiné Mahomet uniquement de dos, amenant à la résiliation du contrat. Flemming Rose a donc proposé à quarante caricaturistes danois d'envoyer un dessin de Mahomet pour le publier dans le *Jyllands-Posten*. Seuls vingt-cinq ont répondu, dont douze favorablement. Son projet a été hautement débattu à l'intérieur du journal. Il l'a été aussi par la société danoise des caricaturistes. N'allait-on pas lancer un déferlement anti-islamique? Ces dessinateurs ne risquaient-ils pas d'apparaître comme hostiles à l'immigration? L'invocation de la liberté d'expression était-elle autre chose qu'un prétexte pour dénigrer les musulmans? Quant au dessinateur ayant finalement illustré, sous couvert d'anonymat, le livre de Kåre Bluitgen, il a clairement expliqué qu'il avait tout simplement eu peur de signer, tout en ayant conscience, ce faisant, d'alimenter le fanatisme qui l'effrayait tant. Il citait trois événements qui l'avaient tellement marqué qu'il ne souhaitait pas révéler son nom: la fatwa contre Salman Rushdie, le meurtre de Theo van Gogh et l'attaque d'un professeur du Carsten Niebuhr Institute à l'université de Copenhague, battu pour avoir cité des versets du Coran dans ses cours.

Le *Jyllands-Posten* hésitait sur l'opportunité de publier les caricatures. Certains événements l'ont néanmoins encouragé à persévérer dans son projet éditorial. C'est le cas, par exemple, de l'exigence d'anonymat des traducteurs d'un livre d'Ayaan Hirsi Ali (*I accuse* en anglais, *Insoumise* en français). Il s'était même trouvé un traducteur finlandais pour avoir retiré, de sa propre initiative, sans en avertir l'auteur, des propos sur le prophète le désignant comme tyran et pervers. Mi-septembre 2005, la Tate Gallery avait également retiré in extremis une œuvre de John Latham vieille de dix ans – *God Is Great* – présentant des exemplaires de la Bible, du Talmud et du Coran encastrés dans du verre, exposition susceptible d'offenser les musulmans. Le directeur de la Tate Gallery avait tout simplement eu peur d'être la cible d'attaques, après les attentats de l'été à Londres. John Latham n'avait guère apprécié cette prudence de dernière minute qui, d'après lui, encourageait le recours à la

menace et à la violence^[5], lesquelles devaient se déchaîner après la publication des caricatures le 30 septembre 2005.

Pour Flemming Rose, «il y avait deux raisons de publier les caricatures : premièrement, pour mettre l'accent sur l'autocensure et ses effets sur la vie culturelle et, deuxièmement, pour combattre les peurs qui nourrissent l'autocensure. Plus le tabou était contesté, [pensait-il], plus l'intimidation aurait du mal à se poursuivre.» (p. 40) C'est aussi cette réflexion qui avait inspiré à Molly Norris, en 2010, l'idée de consacrer le 20 mai aux dessins de Mahomet. Elle aussi avait été menacée de mort et contrainte d'entrer dans la clandestinité.

Des douze dessins, le plus vilipendé a été celui de Kurt Westergaard représentant le prophète avec une bombe, dont la mèche est allumée, nichée dans son turban^[6]. Le livre de Flemming Rose ne comporte aucun de ces dessins, objets de la polémique. C'était sans doute une condition de sa publication. C'était déjà le cas du livre traitant exclusivement des caricatures danoises – *The Cartoon That shook the World*, de Jytte Klausen – publié par Yale University Press, ce qui avait amené Cary Nelson, le président de l'association américaine des professeurs d'université à déclarer : «Nous ne négocions pas avec les terroristes. Nous satisfaisons les demandes que nous pensons qu'ils pourraient bien avoir»^[7]. Cela n'a pas été le cas de Jens-Martin Eriksen et Frederik Stjernfelt qui publient la caricature la plus controversée dans leur livre, *Les pièges de la culture* (p. 213). Ils s'attardent longuement sur le sens généralement attribué à cette caricature et les sens qu'on pouvait tout aussi bien lui donner. Par exemple, en resituant ce dessin dans la culture danoise, la bombe renvoyant à une expression danoise – recevoir une orange dans le turban – tirée d'*Aladin ou la lampe magique*, une pièce danoise de 1805, «où, en signe de bon augure, Aladin reçoit une orange dans son turban». Par contraste, Mahomet recevant une bombe dans son turban, ce ne serait pas de très bon augure. C'est, nous disent les auteurs, le contexte – attaques sanglantes au nom de l'islam - qui permet de trancher. Serait donc représenté Mahomet ou un islamiste nous menaçant de sa bombe. Cependant, rien dans le regard paisible du personnage n'indique des intentions meurtrières. Par ailleurs, l'inscription sur la bombe de la *shahâda* (profession de foi des musulmans), déclarant qu'il n'y a qu'un seul Dieu dont Mahomet est le messenger, suggère une autre interprétation possible. La bombe pourrait symboliser, «la relation tendue que le monothéisme invoqué entretient avec d'autres religions, [...] qu'il critique ou essaie d'éradiquer. Il suffit de penser aux conditions de vie difficiles et aux privations de droits fondamentaux que subissent les "infidèles" dans beaucoup de pays musulmans.»^[8] On pourrait donc transposer aux carica-

5. <http://www.theguardian.com/uk/2005/sep/25/arts.religion>.

6. Il a failli en mourir lors d'une attaque à la hache à son domicile et n'a dû sa survie qu'à l'existence d'une pièce sécurisée dans laquelle il a pu appeler la police.

7. http://archives.yalealumnimagazine.com/issues/2009_11/yup/nelson149.html

Cité en français par Jens-Martin ERIKSEN et Frederik STJERNFELT, *Les Pièges de la culture, Les contradictions démocratiques du multiculturalisme*, MétisPresses, 2012, p. 370.

8. Jens-Martin ERIKSEN et Frederik STJERNFELT, *op. cit.*, p. 219.

Ahmed AKKARI, *Mes adieux à l'islamisme*^[9]

Les violences ont été le produit d'une conspiration entre une bande d'imams danois et les ambassadeurs de différents pays qui n'hésitèrent pas à faire entrer dans la danse, non seulement les États mais aussi des organisations terroristes telles que le Hamas et le Hezbollah. Les islamistes danois ont joué un double jeu avec les autorités danoises, feignant l'apaisement quand ils mettaient le feu aux poudres. Ahmed Akkari confirme que les imams danois impliqués et les ambassades souhaitaient la confrontation. Le groupe de travail formé par les 10 à 11 imams danois qui menaient la danse ont reçu l'approbation de 27 organisations musulmanes danoises, donnant ainsi l'impression qu'ils représentaient les musulmans danois. Pour Ahmed Akkari, il ne fait aucun doute que les instigateurs de la demande d'une rencontre entre les ambassadeurs et Fogh Rasmussen, le Premier ministre, savaient parfaitement que ce dernier n'avait pas le pouvoir de dicter sa conduite à la presse danoise. Ils s'attendaient au refus qui a suivi leur demande pour faire monter un peu plus la pression. Aujourd'hui, Ahmed Akkari pense que l'on a donné trop de poids aux imams qui ne représentaient pas les musulmans au nom desquels ils parlaient. Il déplore aussi la réaction trop molle des États-Unis au début de la crise. D'après lui « si les États-Unis avaient dit au Danemark, dès le début et sans aucune ambiguïté : vous avez à 100 % raison de défendre la liberté de la presse – et à travers elle la liberté d'expression – les choses auraient tourné très dif féremment. Les États-Unis auraient pu mettre plus de pression sur les pays musulmans. Les Égyptiens, tout particulièrement, auraient alors révisé leur conduite. Ce qui a manqué c'est quelqu'un capable de tenir bon sur ses positions et de tracer la ligne sans réserve ». Aujourd'hui, Ahmed Akkari, un des plus virulents opposants aux caricatures danoises à l'époque de leur parution et un des hommes les plus détestés au Danemark en 2006, vit dans la clandestinité sous protection policière, son retournement lui ayant valu des menaces de mort. Il dit n'avoir aucun regret « Aujourd'hui, je dois vivre en me cachant, mais cela m'est égal pourvu que ce soit en homme libre. »

* Publié en danois (non traduit), Artpeople, 2014.

Cet encadré reprend les propos d'un entretien qu'Ahmed Akkari a eu avec Lars Hvidberg, à partir duquel ce dernier a écrit un article en ligne sur internet (<https://freedomhouse.org/blog/apology-danish-cartoon-crisis#.VH8q14eABi8>).

tures danoises la critique de Chris Ofili adressée aux contempteurs de son œuvre *The Holy Virgin Mary* dépeignant la vierge Marie en «Madonna noire parée de crottes d'éléphants» (p. 46) : « Les gens qui attaquent cette peinture attaquent leur propre représentation, pas la mienne » (p. 46).

Des violences peu spontanées ?

Ahmad Abu Laban, dirigeant de la Société islamique du Danemark, a beaucoup fait pour mobiliser les organisations et pays musulmans, à commencer par l'Égypte qui a alerté des ambassadeurs et l'Oci^[9]. La mobilisation a été d'emblée conçue de manière à enflammer le plus de musulmans possible. Rappelons que, le 3 décembre, une délégation d'imams danois, à

9. Qui s'appelait alors Organisation de la Conférence Islamique mais a changé de nom en 2011 pour devenir l'Organisation de la Coopération Islamique.

l'initiative de l'ambassade d'Égypte à Copenhague, se rendait au Caire pour y rencontrer des leaders religieux et politiques. Elle montra à ces derniers un dossier qui contenait les caricatures danoises, auxquelles avaient été ajoutés des dessins qui n'étaient pas ceux publiés par le *Jyllands-Posten* et dont certains étaient de purs montages. Les imams danois mirent de l'huile sur le feu en prétendant que le Danemark s'apprêtait à interdire le Coran, alimentant ainsi les délires de la presse égyptienne. Le même dossier fut distribué à La Mecque lors d'un sommet de l'Oci les 7-8 décembre, toujours à l'initiative de l'Égypte, faisant monter la pression sur les Nations unies. Les caricatures furent dénoncées dans un rapport des Nations unies du 26 janvier 2006 écrit par Doudou Diène, le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance. La Commission recommandait aussi aux États de « combattre et punir toute tentative visant à assimiler l'islam à la violence et au terrorisme »^[10]. Le « monde musulman », comme on dit, ne s'est donc pas enflammé spontanément. Il y a été incité par des responsables, instances et organisations, qui n'ont eu de cesse d'allumer la mèche, sans avoir forcément le même agenda. Ainsi, c'est dans un journal égyptien *Al Fagr* que six des caricatures danoises ont été reprises pour la première fois (le 17 octobre 2005) sans déclencher la moindre réaction des autorités politiques ou religieuses. Flemming Rose pense que l'Égypte, alertée par les imams danois, s'est ensuite mobilisée pour envoyer un message aux Occidentaux qui poussaient à une démocratisation dans le Moyen-Orient. L'Oci y voyait un moyen de faire avancer sa campagne contre le blasphème. « Dans ce contexte, les caricatures sont devenues un instrument bien pratique pour manipuler le public et montrer à l'Occident que les gouvernements répressifs du Moyen-Orient étaient nécessaires pour garder les masses sous contrôle » (p. 96). Le Danemark représentait une cible facile pour faire passer le message, comme l'a déclaré très cyniquement le secrétaire d'État égyptien aux affaires européennes : « Bien sûr, on ne ferait jamais une chose pareille aux États-Unis. Nous sommes alliés, mais qui se soucie des Danois ? » (p. 96) L'implication du pouvoir égyptien apparaît clairement le 7 février 2006, lors de la manifestation d'étudiants à l'université d'Al-Azhar au Caire, emmenée par le cheikh Tantaoui d'Al-Azhar et le ministre des Waqfs, Mahmoud Hamdi. Les confessions de Ahmed Akkari, porte-parole du groupe d'imams danois en colère apportent un éclairage de l'intérieur qui accrédite l'idée d'une véritable conspiration recherchant la confrontation violente (cf. encadré ci-contre).

Deux types de violences se sont déchaînées à l'occasion de la publication des caricatures danoises : une violence de vengeance, promise aux auteurs des dessins – avec une focalisation intense sur Kurt Westergaard, sur Flemming Rose au *Jyllands-Posten* et plus généralement au Danemark, et une violence de défoulement de type pogromique.

10. http://www.humanrights.ch/upload/pdf/070320_ishr_zusammenfassung.pdf (p. 8).

Parmi les violences du premier genre, on doit citer l'attaque de l'ambassade danoise à Islamabad en juin 2008 qui a tué six personnes. En octobre 2009, une menace d'attentat imminente visant le journal, Flemming Rose et Kurt Westergaard, a été déjouée par le FBI lors de l'arrestation d'un Américain et d'un Canadien d'origine pakistanaise à l'aéroport de Chicago. Ils étaient en partance pour Philadelphie, d'où ils auraient pris un avion pour le Pakistan afin de se rendre ensuite dans le Waziristân, pour finaliser les détails des attentats projetés au Danemark. Les deux terroristes étaient liés à ceux qui avaient attaqué l'ambassade l'année précédente. Kurt Westergaard a échappé de justesse à un attentat le premier jour de l'an 2010. Un jeune homme somalien, lié au mouvement djihadiste Al Shabaab d'après le service de renseignement danois (PET), pénétra dans sa maison après avoir fracturé sa porte à coups de hache, armé d'un couteau. Kurt Westergaard se précipita dans la pièce de sécurité aménagée par le PET pour appeler la police, laissant sa petite fille allongée sur le canapé du salon, la jambe dans le plâtre en compagnie du terroriste qui s'en est alors pris à la porte de la pièce sécurisée à coups de hache et a fini par être neutralisé par la police.

Parmi les violences du deuxième genre, il faut citer celles qui ont accompagné les manifestations massives, à partir de février 2006, suite à l'appel d'Al Qaradawi à «une journée de la colère» le vendredi 3 février. Des manifestations violentes se produisirent dans de nombreux pays les jours suivants. Les ambassades danoises de Damas, Beyrouth et Téhéran furent brûlées. En Syrie, le 4 février, l'ambassade danoise est brûlée aussi, ainsi que celle de Norvège, de Suède et du Chili. La tentative de prendre d'assaut l'ambassade de France fut repoussée par la police^[11]. Certains ont relié aux caricatures les violences qui se sont produites au Nigeria en février 2006 et qui ont fait près de 200 morts, alors qu'elles s'inscrivaient plus vraisemblablement dans le cadre des tensions entre chrétiens et musulmans. Les caricatures ont parfois fourni un prétexte à des protestations violentes, comme ce fut le cas à Benghazi en Libye. Le 17 février, le Consulat d'Italie y fut incendié et plusieurs manifestants tués, alors que la veille un ministre italien s'était montré au journal télévisé de 20 heures sur la RAI vêtu d'un tee-shirt arborant le dessin de Kurt Westergaard^[12].

La stratégie de l'apaisement

Flemming Rose traite de cette question dans un chapitre intitulé «L'infâme capacité des humains à s'adapter». L'affaire des caricatures de 2005 avait, au Danemark, été précédée par d'autres affaires de caricatures qui avaient montré un pouvoir soucieux de ne pas fâcher les nazis.

11 http://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie_de_la_controverse_des_caricatures_de_Mahomet

12. http://fr.wikipedia.org/wiki/Caricatures_de_Mahomet_du_journal_Jyllands-Posten

Au début des années 1930, Hans Bendix avait fondé *Aandehullet*¹³⁾, une revue antinazie. Dans le premier numéro, il avait critiqué sévèrement la stratégie danoise qui consistait à prôner la liberté d'expression pour les affaires internes mais une stricte neutralité pour les affaires extérieures. La revue avait publié des dessins satiriques sur Hitler, les nazis et leurs compagnons de route. Menacé par le Premier ministre social démocrate de l'époque de perdre son travail dans le journal du parti, Bendix avait dû mettre fin à la revue. «La première crise des caricatures au Danemark se termina ainsi par la victoire de ceux qui pensent que la liberté d'expression doit plier devant les pressions de pouvoirs étrangers et de ceux qui cherchent à apaiser ces derniers» (p. 57).

La deuxième affaire des caricatures danoises est venue après la réaction du journal nazi *Der Völkische Beobachter* à un dessin de Ragnvald Blix dans le *Berlingske Tidende*. Deux jours plus tard, le journal avait la visite «de cinq hommes en uniforme et de deux en civil qui fouillèrent les locaux» (p. 58). Un publicitaire allemand propriétaire d'un hôtel à Hambourg s'était plaint au ministère des Affaires étrangères allemand des récriminations de ses clients contre le journal danois. Lequel reçut les semonces du ministère des Affaires étrangères danois et ne publia plus guère les dessins de Ragnvald Blix.

La troisième affaire des caricatures éclata en 1938 à la suite des dessins antinazis publiés dans *Ekstra Bladet*, à propos desquels le président du Conseil d'administration du journal recevait les plaintes de l'ambassade d'Allemagne. Un dessin de Niel Spott (pseudonyme de Arvid Møller) montrant un coiffeur appréhendé par la Gestapo pour avoir voulu faire des frisettes au fer à Hitler, devait aboutir à l'exclusion du dessinateur de la dernière page du journal et à la prise en main par le président du Conseil d'administration des pages *Étranger*.

La stratégie de l'apaisement a repris du service avec l'affaire du *Jyllands-Posten* soutenue, au Danemark, par trois anciens ministres des Affaires étrangères qui ont sermonné le journal et laissé ainsi entendre que l'interprétation malveillante véhiculée dans les médias arabes était la bonne. D'après Flemming Rose, cette stratégie a touché aussi bien des politiques que certains médias et une grande partie du monde de l'entreprise. La stratégie de l'apaisement a généralement deux conséquences. Elle légitime l'interprétation des plaignants et, en même temps, les incite à continuer de faire pression.

La position du Premier ministre, Andres Fogh Rasmussen, a été, au départ, courageuse. Il a déclaré très tôt que la presse était libre au Danemark et il a refusé de rencontrer onze ambassadeurs sur le sujet. Il devait flancher ensuite lorsqu'il convoita le poste de secrétaire général des Nations unies en 2009, afin d'éviter le veto turc.

Le 30 janvier 2006, Carsten Juste, le directeur du *Jyllands-Posten* devait, finalement, pour calmer le jeu, présenter des excuses aux musulmans qui avaient été heurtés par les caricatures, à la plus grande satisfaction du Premier ministre danois. Carsten Juste déclara que les douze

13. Littéralement, «trou dans la glace qui permet aux phoques de reprendre leur souffle».

caricatures « n'avaient pas l'intention d'être blessantes et qu'elles n'allaient pas à l'encontre de la législation danoise, mais elles ont indéniablement offensé de nombreux musulmans, ce dont nous nous excusons »¹⁴. Ces excuses n'ont pas empêché les violences, ni les tentatives d'attentats qui ont jalonné les années qui ont suivi. Comme dans le cas de Molly Norris, les excuses ne sont pas comprises comme une raison de freiner la violence et n'empêchent pas les menaces de mort de rester suspendues au-dessus de la tête des mis en cause. L'effet le plus visible des excuses est d'affaiblir la position initiale. Salman Rushdie aussi avait été tenté de se rétracter pour faire cesser la menace, mais il avait compris que cela ne changerait rien aux menaces qui pesaient sur lui et risquait de ruiner sa vie d'écrivain¹⁵.

Certains hommes politiques ont joué très clairement l'apaisement en Europe. En France, Jacques Chirac a tenu des propos ambigus défendant la liberté d'expression tout en appelant à « un plus grand esprit de responsabilité, de respect et de mesure ». C'est aussi le manque de respect que devait invoquer Jack Straw qui donna tort au *Jyllands-Posten*, dans un Royaume-Uni traumatisé par les attentats qui venaient de se produire en juillet. Aucun journal britannique, contrairement à nombre d'autres journaux en Europe, ne republia les caricatures. Justin Higgins, porte-parole du département d'État américain, en appela aussi à la responsabilité de la presse et désapprouva « l'incitation à la haine religieuse et ethnique », laissant entendre ainsi que les caricatures étaient bien une telle incitation¹⁶. Il a fallu attendre la mise à feu d'ambassades en février 2006 pour que le gouvernement américain montre sa solidarité avec son allié danois. La presse américaine eut aussi des réticences à publier les caricatures. D'après Flemming Rose, ces réticences s'expliquaient par le souci des journaux de ne pas mettre en danger leurs correspondants dans les pays musulmans, après l'assassinat de Daniel Pearl en 2002, et par le politiquement correct autour de la question raciale. Les Américains ont tendance à voir la question musulmane en Europe sur le modèle de la question noire aux États-Unis.

L'UE, dans la tourmente, laissa tomber le Danemark et s'illustra en dépêchant au Moyen-Orient son commissaire aux affaires étrangères, Javier Solana, pour tenter de calmer la colère et promettre que cela ne se répéterait plus. Il négocia avec l'OCI et s'appretait à signer avec l'Autriche, qui exerçait alors la présidence de l'UE, le 25 février 2006, lors d'une réunion au Qatar, un accord appelant au bannissement de la diffamation des religions. Les désaccords internes à l'UE l'empêchèrent d'être représentée au Qatar, mais n'empêchèrent pas l'Espagne, la Turquie candidate à l'entrée dans l'UE, et Kofi Annan, secrétaire de l'Onu, de signer cet accord avec l'OCI, organisation qui avait largement contribué à susciter les réactions violentes aux caricatures.

14. <http://www.theguardian.com/media/2006/jan/31/religion.saudiarabia>

15. *Joseph Anton*, Plon, 2012.

16. http://fr.wikipedia.org/wiki/Caricatures_de_Mahomet_du_journal_Jyllands-Posten#cite_note-43

«On rejette toujours la faute sur le messager»^[17]

Flemming Rose raconte qu'il a souvent eu à répondre à la question de savoir s'il arrivait à dormir après tous ces morts, comme s'il était lui-même responsable des réactions violentes qui avaient suivi la publication des caricatures. Il a été traité de raciste et de fasciste. On lui a même reproché de vouloir déclencher la prochaine guerre mondiale. En février 2006, Carsten Juste a déclaré avoir l'impression que «la terre s'ouvrait sous ses pieds». Le journal recevait des courriels tout sauf agréables et des abonnés commençaient à faire défaut par centaines.

Les opinions publiques européennes ont intégré le fait qu'aucune action ne semble en mesure de prévenir les réactions violentes de musulmans en Europe ou plus largement dans le monde. Les stratégies d'apaisement confirment les opinions publiques dans cette impression. Pour une partie de cette opinion publique, c'est comme si une corrélation automatique existait entre le fait de critiquer l'islam d'une manière ou d'une autre, de le moquer, de le ridiculiser et les réactions violentes qui s'en suivent inmanquablement : A déclenche B, sans l'ombre d'un doute. Pour supprimer B, il faut donc supprimer A. D'où les reproches faits à ceux qui provoquent les réactions outragées et violentes. Pourquoi des intellectuels, des artistes, des écrivains s'entêtent-ils à renouveler l'expérience quand ils savent comment cela risque de se terminer ? Cette vision des choses entérine une infantilisation des musulmans qui sont vus comme incapables de contrôler leurs réactions.

La victimisation des populations musulmanes, représentées comme une minorité vulnérable qu'il faut protéger, invite souvent à voir dans la violence la dernière arme des démunis. Cette vision refléterait un complexe de supériorité des Occidentaux. Ces derniers devraient s'abstenir de dire, d'écrire, de représenter des choses blessantes sur l'islam car les musulmans n'auraient pas les moyens de réagir autrement qu'en se fâchant et en recourant à la violence : ils sont imprévisibles et ne réagissent pas comme nous. Les règles qui valent pour nous ne peuvent donc s'appliquer à eux. Une contradiction de plus pour les champions de la lutte contre toute vision exprimant la division entre «nous» et «eux». Ayaan Hirsi Ali parle de «racism of low expectation». Pour elle, attendre si peu des musulmans, relativement aux autres, est une forme de discrimination (p. 155).

Flemming Rose soutient très légitimement que traiter les musulmans exactement comme on traite tous les autres est tout sauf stigmatisant : «en mettant l'islam sur le même pied que les autres croyances, les caricatures intégraient les musulmans dans une tradition danoise de la satire puisque, ce faisant, nous les considérons comme des égaux plutôt que comme des outsiders».

Il arrive aussi que l'on reproche aux autres la liberté qu'ils prennent et que l'on n'a pas le courage de prendre soi-même parce qu'on est terrorisé. Alors, la compréhension des réactions violentes peut se draper dans une position morale ou dans une critique esthétique. C'est une manière de rationaliser sa peur sans se l'avouer.

17. Donald WESTLAKE, *Faites-moi confiance*, Rivages/Noir, 1998.

Perversion de la notion de transgression

La peur subvertit la notion même de transgression si chère aux artistes puisque, au final, celle-ci ne s'exerce que vis-à-vis de ceux qui savent « encaisser ». Finn Graff, un caricaturiste norvégien très connu pour ses caricatures irrévérencieuses de la chrétienté et d'Israël^[18], explique sa timidité dès qu'il s'agit d'islam par la peur de se faire trancher la gorge mais aussi par son respect pour la religion. Thorbjørn Christoffersen fait de même lorsqu'il s'agit d'expliquer pourquoi le personnage musulman de son film *Voyage vers Saturne* est épargné de la satire qui touche tous les autres. Lui et son codirecteur Kresten Vestbjerg Andersen disent n'avoir pas voulu faire rire de l'islam. Ce dernier a déclaré : « La seule chose que l'on aurait obtenue c'est un manque de respect, ce qui n'aurait pas été drôle. Cela aurait été comme de tuer la reine. Un manque de goût total » (p. 109). Comme l'écrit Flemming Rose, « Les théocraties et les fanatiques religieux n'auraient pas mieux formulé et en si peu de mots, la logique qui se trouve derrière leur conception du monde » (p. 109). Ces artistes, ces professionnels de la transgression ont du mal à s'avouer qu'ils s'autocensurent parce qu'ils ont peur tout simplement. Mais c'est pourtant bien de cela qu'il s'agit et c'est exactement ce qui a conduit le *Jyllands-Posten* à publier les caricatures. Certains confondent liberté d'expression et bonnes manières en prétendant que la première pourrait fort bien, comme la seconde, s'accommoder du silence. Ayaan Hirsi Ali dénonce cette confusion. C'eût été une faute professionnelle, dit-elle, de faire silence sur l'autocensure qui sévit dès qu'il s'agit d'islam (p. 154).

Si le *Jyllands-Posten* a pris des risques, d'autres journaux européens après lui aussi (notamment *France-Soir* qui a été le premier en France à reproduire les caricatures et *Charlie Hebdo*). On sait ce qu'il en a coûté le 7 janvier 2015 aux journalistes courageux de ce dernier, et notamment Charb dont Al-Qaïda avait « réclamé la peau ». C'est vrai aussi des musulmans qui ont pris la défense du *Jyllands-Posten* et notamment ces journaux qui ont republié les caricatures danoises dans les pays majoritairement musulmans. Flemming Rose cite Jihad Momani, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire jordanien *Shihan* qui, après un attentat qui avait visé trois hôtels à Aman, publiait les caricatures et écrivait : « Musulmans du monde, soyez raisonnables... Qu'est-ce qui est plus préjudiciable pour l'islam ? Ces caricatures, les images d'un preneur d'otage qui égorge sa victime devant les caméras ou un kamikaze qui se fait exploser en plein mariage à Amman ? » (p. 7) Les exemplaires du journal finirent par être retirés du marché et remplacés par un journal condamnant les caricatures et annonçant le licenciement de Jihad Momani, lequel sera poursuivi en justice puis relâché. En Algérie les directeurs des deux journaux qui ont reproduit les caricatures ont été poursuivis en justice^[19].

18. Il n'avait ainsi pas hésité à représenter, en janvier 2006, Ehud Olmert sur un balcon surplombant un camp de concentration armé d'un fusil alors qu'un Palestinien git en sang sous l'effet des coups de fusil qu'il vient de recevoir. Ce dessin est un détournement d'une scène de *La liste de Schindler*, film de Steven Spielberg. Flemming Rose avait demandé à Finn Graff l'autorisation d'insérer ce dessin dans son livre, mais ce dernier avait refusé, peu désireux d'être accusé d'avoir de mauvaises fréquentations.

19. http://fr.wikipedia.org/wiki/Caricatures_de_Mahomet_du_journal_Jyllands-Posten#cite_note-68

Flemming Rose considère qu'il est malhonnête de chercher des subterfuges aux refus de transgresser les lignes rouges posées ou prétendument posées par l'islam. Interrogé par Jonathan Raw, au Cato Institute, le 13 novembre 2014, sur la publication de tels dessins aujourd'hui au Danemark, Flemming Rose répond par la négative. Et pas seulement pour le Danemark, pour l'Europe. Il se ravise pourtant: «Peut-être en France... *Charlie Hebdo*.» Il explique que, l'an prochain, on «fêtera» le dixième anniversaire de la publication des caricatures. Mais ce sera sans la republication des dessins dans la presse danoise, pas même au *Jyllands-Posten* qui a payé un prix élevé, et le paie encore compte tenu des mesures de sécurité qui existent aujourd'hui, ne serait-ce que pour pénétrer sur son lieu de travail. L'argument invoqué pour ne pas republier les dessins est généralement: «tout le monde sait à quoi ils ressemblent». Flemming Rose fait remarquer que tout le monde sait à quoi ressemble Obama et pourtant, à chaque fois que l'on publie un article sur lui, on publie aussi sa photo. C'est une manière, dit-il, de cacher et de rationaliser sa peur: «Je ne critique pas mon rédacteur en chef ou le conseil d'administration pour le refus de publier les caricatures. J'en appelle seulement à l'honnêteté. Nous devons dire que nous ne publions pas parce que nous avons peur.»^[20] La peur est bien le motif qui avait conduit Sony à ne pas commercialiser son film *The Interview*, aucun diffuseur ne voulant prendre le risque de le projeter dans ses salles, après la menace et la cyberattaque venues, cette fois, de la Corée du Nord. Pour Flemming Rose, «c'est l'aboutissement d'une tendance insidieuse à l'autocensure face à l'intimidation qui frappe la culture occidentale depuis plus d'une décennie.»^[21] Nul doute que l'attentat meurtrier contre *Charlie Hebdo* va renforcer cette tendance à l'autocensure.

Des usages de la mémoire de la Shoah

La montée du nazisme suivie de la Shoah incite à penser que les discours de haine conduisent irrémédiablement aux actes les plus odieux. C'est en tout cas la leçon tirée, notamment des procès de Nuremberg, qui établirent un lien direct entre les discours antisémites virulents qui ont accompagné la montée du nazisme et le dénouement tragique dans la Shoah. C'est à ce titre que Julius Streicher, ancien rédacteur de *Der Stürmer*, fut condamné à mort. On en déduit généralement qu'une législation sévère sur les propos haineux est à même de nous protéger contre la reproduction des heures-les-plus-sombres-de-notre-histoire. Si l'on avait pu empêcher Streicher de cracher son venin sur les juifs, tout aurait pu être différent. C'est oublier un peu vite que la République de Weimar avait une telle législation. Streicher a purgé deux ans de prison pour ses propos haineux contre les juifs. Lors de sa sortie de prison en 1930, il fut acclamé par des milliers de supporters, dont Hitler en personne. Pour Alan Borovoy, qui fut président de l'Association canadienne des libertés civiles (CCLA) pendant près

20. <http://www.cato.org/multimedia/events/tyranny-silence>

21. Flemming ROSE, «Sony Caved to Terror. No One Else Should», *New York Times*, 19/12/2014.

de quarante ans, « les lois de l'Allemagne d'avant Hitler ressemblaient à la loi canadienne contre la haine. En outre, ces lois ont été appliquées avec vigueur. Pendant les quinze ans qui ont précédé l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il y eut 200 poursuites contre les discours antisémites. »^[22]. Les ennuis de Streicher avec la justice ont en fait contribué à sa popularité. « Des chefs de file nazis, tels que Joseph Goebbels, Theodor Fritsch et Julius Streicher furent tous poursuivis par la République de Weimar pour leurs discours antisémites. Streicher a purgé deux peines de prison. Mais ces affaires judiciaires ont relayé les efforts de propagande. » (p. 61) Et après, sous Hitler, c'était « la tyrannie du silence ». Le nazisme s'est donc développé en dépit d'une prohibition des discours haineux, grâce à une tolérance de la violence. D'après Aryeh Neier, qui échappa à l'Allemagne nazie parce que ses parents la firent en 1939, « l'histoire de la République de Weimar "n'entérine pas la vision de ceux qui disent qu'il faut empêcher les nazis d'exprimer leur point de vue. La leçon à tirer de l'Allemagne des années 1920 est qu'une société libre ne peut s'établir et se maintenir si elle n'agit pas fermement et vigoureusement pour punir la violence politique... La violence c'est le contraire du discours. À travers le discours, on essaie de persuader les autres de la force de ses idées alors que la violence terrorise par la force des armes. Elle fait taire les points de vue opposés" » (p. 62). C'est donc une interprétation erronée des leçons à tirer de la Shoah qui aurait amené les pays européens à encadrer la liberté d'expression pour bannir les discours susceptibles d'inciter à la haine ou à la discrimination raciale.

L'interprétation de ce qu'est un discours incitant à la haine ou à la discrimination raciale est devenue extrêmement large, dérivant de la protection des droits individuels à la protection de minorités. La mise en place de mesures pour lutter contre les discriminations à l'échelle de l'UE a eu tendance à élargir encore le registre des offenses afin de protéger un nombre croissant de groupes minoritaires contre des discours pouvant être interprétés comme discriminatoires. Des droits qui étaient autrefois conçus pour protéger des personnes contre les abus de pouvoirs ont fini par devenir un instrument aux mains des fondamentalistes pour faire avancer leur agenda (voir les pressions exercées par l'OCI pour faire bannir le blasphème) et des régimes autoritaires pour justifier l'oppression des dissidents ou des minorités. Des deux côtés on parle d'abus de la liberté d'expression. C'est aussi ce qui a été reproché au *Jyllands-Posten*.

La comparaison avec la barbarie nazie n'a pas été épargnée au *Jyllands-Posten*. L'invocation de la liberté d'expression n'aurait été que le paravent derrière lequel ce dernier aurait cherché à camoufler sa haine. Les caricatures seraient l'équivalent contemporain des publications nazies. Une consœur de Flemming Rose lui a écrit pour lui exprimer la honte qu'elle avait à partager son pays avec un journal comme le sien. Elle lui prédisait que l'on se souviendrait des caricatures du *Jyllands-Posten* avec la même horreur que celle que l'on éprouve aujourd'hui à l'égard de la représentation que les nazis avaient des juifs (p. 65).

22. *When Freedoms Collide: The Case for Civil Liberties*, Lester & Orpen Dennys, 1988, p. 50.

Comme l'écrit Flemming Rose, visiblement blessé par la comparaison, « c'est tout juste si l'on n'entend pas le bruit de bottes et les hymnes nazis dans le lointain, et l'on peut presque m'imaginer, moi et mes complices, occupés à construire des chambres à gaz, après avoir préparé le terrain avec notre propagande haineuse » (p. 66). Günter Grass, dans un journal portugais, a, lui aussi, comparé les caricatures danoises avec les publications de *Der Sturmer*.

Pour nous prémunir de la répétition des horreurs nazies, nous avons donc tendance, en Occident, à en voir les prémisses un peu partout. Nous répétons, non pas les horreurs nazies, mais les réactions qu'il aurait été bon d'avoir eues. Nous nous exerçons à l'indignation au cas où cela serait nécessaire, sans clairvoyance, cherchant, comme l'écrit Pierre Manent, à protéger notre innocence. Et les musulmans sont les sujets privilégiés de ces répétitions générales. Ils seraient dans la situation des juifs dans l'Allemagne des années 1930. C'est pain béni pour les organisations islamiques qui cherchent à obtenir des protections particulières contre la liberté d'expression, OCI en tête.

Prendre l'effet pour la cause

On a pris l'habitude de juger la potentialité violente d'un propos, d'une œuvre d'art etc. d'après les réactions qu'ils suscitent. Autrefois, on souhaitait réprimer certains discours en raison des réactions qu'ils pourraient déclencher à l'encontre de ceux qui étaient l'objet d'un tel discours : pas de propos dénigrant les juifs de peur que des abrutis s'en prennent à eux.

Aujourd'hui est venue s'ajouter une autre interprétation : des propos, des œuvres déclenchant des réactions violentes de la part de ceux qui en sont l'objet seraient une incitation à la violence. Si certaines critiques, manières de parler ou de représenter l'islam déclenchent l'ire d'un certain nombre de musulmans, c'est la preuve par les faits qu'elles sont une incitation à la violence. La corrélation systématique aboutit à inverser le sens de la causalité. Cette inversion, difficile à rationaliser, trouve des justifications dans une extension de la conception du racisme qui concerne des groupes de plus en plus étendus. D'où l'acharnement de l'OCI et d'autres organisations islamiques à inclure ce qu'ils appellent l'islamophobie dans la catégorie du racisme. C'est, pour elles, une manière oblique de faire condamner le blasphème tout en offrant une porte de sortie aux Occidentaux qui ne souhaitent pas révéler leur interprétation pervertie de l'incitation à la haine et le fait qu'ils cèdent à la violence.

Cette inversion de la causalité contient potentiellement une perversion de la définition de la liberté conçue comme la réalisation de tout ce qui ne nuit pas à autrui (article 4 de la Déclaration des Droits de l'homme). Les violences ne constituent-elles pas, en elles-mêmes, la preuve que la liberté d'expression est victime d'un abus ? Le débat sur les droits de l'homme se retrouve « cul par-dessus tête » puisqu'« on passe de la défense de l'individu à faire usage de la liberté d'expression à la défense d'individus ou de groupes qui se plaignent de cette liberté exercée par d'autres. » Flemming Rose parle d'un déplacement contre-intuitif, d'une logique de plus en plus absurde : « Ceux qui se sentent blessés par la liberté d'expression sont

défendus quand ceux dont le discours est perçu comme offensant à tel point qu'ils se retrouvent exposés aux menaces de mort, aux agressions physiques et quelquefois au meurtre sont censés l'avoir cherché: «à quoi s'attendaient-ils après avoir offensé des gens comme cela?» (p. 115). Cette dérive pervertit le sens de ce que l'on entendait par tolérance, c'est-à-dire la capacité de supporter ce qui nous déplaît. Elle devient «la capacité de se tenir tranquille et de s'empêcher de dire des choses que d'autres pourraient ne pas aimer» (p. 115).

Les sociétés multiculturelles européennes peuvent-elles encore s'accommoder d'une liberté d'expression très étendue? C'est peu probable, nous dit Flemming Rose. Une limitation de la liberté d'expression serait le prix à payer en Europe pour une société de plus en plus diverse. C'est aussi ce que semble penser Kenan Malik: «l'une des ironies qu'il y a à vivre dans une société plus diverse semble être que la préservation de la diversité nous demande de laisser moins de place à la diversité des opinions»^[23]. La liberté d'expression est sacrifiée sur l'autel de l'éradication du racisme, ce qui nécessite éducation et rééducation des citoyens, comme l'avaient d'ailleurs recommandé les rapports rendus à Jean-Marc Ayrault en novembre 2013 pour refonder la politique d'intégration, que l'on souhaitait appeler désormais politique d'inclusion.

Flemming Rose raconte ses démêlées lors d'un débat auquel il a participé le 10 décembre 2005, journée internationale des Droits de l'homme, débat organisé par Amnesty International et l'Institut danois des droits de l'homme, sous une bannière au titre orwellien «Victimes de la liberté d'expression». Cette bannière prenait donc littéralement l'effet pour la cause. Flemming Rose fut évidemment stupéfait du message ainsi envoyé et se demanda si l'on verrait un jour des bannières du genre «victimes de l'éducation pour tous», «victimes de l'égalité de genre», «victimes de la démocratie libérale»... Il expliqua à ces militants des droits de l'homme, au Pen Club et au ministre de la Justice qui se trouvaient là, que «dans une société fondée sur l'état de droit, on ne peut être victime que d'un crime et que l'idée que l'on pourrait discuter des victimes des droits exercés par des citoyens était par conséquent absurde» (p. 63). Il expliqua aussi que les vraies victimes étaient les personnes exposées à la violence pour s'être exprimées librement, citant les noms d'un certain nombre d'entre elles. Ce qui ne plût pas à la salle. Il se trouva même un représentant du syndicat danois des journalistes pour traiter les douze dessinateurs des caricatures d'idiots utiles du *Jyllands-Posten*. On a vu, en France, le MRAP porter plainte contre *France Soir* pour avoir publié le dessin de Kurt Westergaard, qu'il interprète comme véhiculant un message raciste assimilant Mahomet à un terroriste islamiste et propageant l'équation «musulman=islamiste=terroriste». Ce dessin relèverait ainsi de l'islamophobie, considérée par le MRAP comme une forme de racisme. Le MRAP n'a pas hésité à faire le parallèle avec les années 1930^[24]. Il voit dans la caricature «un

23. «Too Much Respect», *Prospect*, mars 2006.

24 <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article23083>

détournement raciste de la liberté d'expression», déclaration tout à fait en ligne avec la pancarte exhibée au Danemark sur «les victimes de la liberté d'expression». Le MRAP a dénoncé la publication des caricatures comme étant «une piteuse provocation», justifiant ainsi les arguments prenant l'effet pour la cause.

Un professeur de sociologie britannique, Steven Lukes, a publié, il y a déjà vingt ans, un roman qui parodie la société du grief dans laquelle nous sommes entrés. Le héros en est un professeur, Nicolas Caritat, qui, après avoir échappé à la prison d'un État appelé Militaria, se voit missionné pour visiter plusieurs types d'États et notamment celui dénommé Communautaria. Ce dernier pratique le multiculturalisme et recherche l'égalité entre les 34 groupes ethniques et les 17 religions qu'il abrite sur son territoire. Cette «diversité», comme on l'appelle aujourd'hui, a été apportée par une immigration massive dans un pays autrefois ethniquement et religieusement homogène. Les droits individuels ont été remplacés par ceux des différentes communautés. À Communautaria, on ne change d'affiliation qu'à son péril. Les mariages mixtes sont mal vus et la formation de nouvelles communautés fortement ostracisée. La liberté d'expression a été remplacée par l'obligation de n'offenser personne et la seule liberté qui soit réellement défendue est celle de n'être offensé par personne. Le seul crime punissable de mort est celui qui viole le droit des communautés à être respectées. Nicolas Caritat essaie de plaider en faveur de la tolérance mais se voit répondre par le président du groupe parlementaire représentant l'ethnie des Malvolians à la Chambre de l'ethnicité que «le problème réside dans le fait d'offenser. Ce que vous appelez tolérance, dit ce parlementaire, au moins tel que nous l'avons compris, c'est accepter d'être exposé à une offense sans pouvoir objecter; le respect c'est s'empêcher de la causer. Toute notre société prône [le respect, pas la tolérance] »^[25].

Pourtant, l'UE n'a pas hésité à fixer comme objectifs au processus d'intégration à la fois respect et tolérance, alors que ces deux objectifs moraux semblent contradictoires. Sauf à interpréter la tolérance comme une aptitude non pas à supporter les choses qui paraissent désagréables, mais à se retenir d'en dire. C'est recommander l'insincérité. Et, on l'a vu, avec l'histoire des caricatures et d'autres affaires ayant offensé les musulmans, la violence et la peur ne sont pas étrangères à la notion de respect. Le respect des artistes dits subversifs, qui évitent soigneusement de s'en prendre à l'islam, est fortement motivé par la peur. Salman Rushdie craignait par-dessus tout que des gens bien puissent céder à la peur en appelant cela du respect. Il se peut aussi que, «quand les gens se mettent à faire par peur ce qu'ils faisaient autrefois par conviction ou par générosité, ils ne remarquent souvent pas la transition»^[26]. Jens-Martin Eriksen et Frederik Stjernfelt parlent de «respect-mafia».

25 Steven LUKES, *The Curious Enlightenment of Professor Caritat*, Verso, London-New York, Second Edition, 2009 (publié pour la première fois en 1995), p. 138. Cité par Flemming Rose p. 116.

26 Christopher CALDWELL, *Une Révolution sous nos yeux. Comment l'islam va transformer la France et l'Europe*, éd. du Toucan, 2011.

La dissidence islamique aujourd'hui

Une différence importante existe entre les dissidents islamiques d'aujourd'hui et ceux du communisme d'hier. Ces derniers, lorsqu'ils réussissaient à quitter leur pays, ne risquaient plus guère de châtement corporel, de tabassage ou que l'on s'en prenne à leur vie. Ce n'est pas le cas avec l'islam, religion présente dans les démocraties libérales des pays occidentaux. Si l'on peut être jugé et condamné en Algérie pour avoir manqué au ramadan, le même manquement en France peut conduire aussi à des mesures de rétorsion qui ne seront pas exercées par l'État mais qui n'en constituent pas moins une entrave grave à la liberté. On pouvait être furieusement anticommuniste du bon côté du rideau de fer. On peut risquer sa vie aujourd'hui à critiquer l'islam en Occident. L'islam est une religion planétaire, dimension que n'avait pas réussi à atteindre le communisme. Tout musulman dans le monde peut se croire gardien de la doctrine et l'exécuteur d'une fatwa lancée d'Iran ou du Yemen. Si la propagande des pouvoirs communistes était très étendue, elle visait surtout à ne pas déciller leurs propres ouailles et à recruter des idiots utiles de l'autre côté du rideau de fer. En Occident, un professeur de philosophie à peu près inconnu ne risquait pas d'être menacé de mort par les autorités soviétiques, en raison d'opinions proférées sur Lénine ou Staline. Un dessinateur caricaturant ces deux héros de la pire façon ne risquait pas sa vie à le faire, sauf s'il vivait du mauvais côté du rideau de fer où il ne faisait pas bon plaisanter. On sait depuis décembre 2014 que la Corée du Nord ne plaisante pas non plus et que l'interdit qu'elle pose sur l'usage de la dérision s'adresse désormais à la planète tout entière.

Comme en régime communiste, le musulman vit sous l'œil de son voisin. Le blasphème peut se glisser dans les actes et les propos les plus anodins. C'est ainsi qu'un professeur de médecine pakistanaï fut licencié en 2000, après avoir été dénoncé par ses étudiants pour avoir proféré une évidence – le prophète n'était pas musulman avant l'âge de 40 ans et ses parents ne l'étaient pas non plus puisqu'ils étaient décédés avant la révélation. Condamné à mort en 2001, puis relaxé en appel par la Cour suprême pour erreurs de procédure, il dut se défendre lui-même, aucun avocat ne voulant prendre sa défense. Il fut donc relâché en 2003 et s'enfuit pour la Suisse où il obtint l'asile politique. Au Pakistan, les avocats risquent leur vie à défendre une personne accusée de blasphème et les juges à l'acquitter. L'accusé risque sa vie en prison, mais aussi après le procès, même une fois qu'il a été acquitté, les assassins étant alors rarement poursuivis et souvent traités en héros, y compris dans les commissariats de police pakistanaï. Interrogé par le *New York Times*, l'un des étudiants en médecine avait d'ailleurs déclaré s'être reproché sa faiblesse de n'avoir pas tué immédiatement son professeur (p. 201).

Mais cette surveillance communautaire ne se limite pas aux seuls pays où l'islam est la religion d'État et les musulmans ne sont pas les seuls à en faire l'objet. Nombre de musulmans s'attendent à ce que la sacralité de leur religion soit respectée par tous, y compris par ceux qui ne sont pas musulmans, dans des pays qui ne sont pas de tradition musulmane. Certes, il n'existe alors pas d'autorité institutionnelle pour forcer les volontés et sanctionner

ce qui est perçu comme des manquements. Mais les musulmans jugés laxistes peuvent faire l'objet de pressions, de menaces pour les amener à respecter les préceptes de l'islam considérés comme essentiels par leurs voisins. L'apostasie met également les anciens musulmans en grand danger.

Les démocraties libérales européennes, qui ne sont pas des « sociétés de la peur » au sens donné par Nathan Sharansky, sont mitées par endroits par des micro-sociétés de la peur dans lesquelles on retrouve probablement les trois catégories d'individus qu'il distingue : les adeptes de bonne foi, les adeptes d'apparence qui acceptent de vivre dans le mensonge et les rebelles déclarés qui pensent par eux-mêmes et refusent de céder aux pressions (p. 143). Ces démocraties libérales sont aussi, comme l'explique Flemming Rose dans son livre, menacées de devenir des sociétés de la peur, certes moins effrayantes que les régimes communistes ou nazis, mais dans lesquelles la libre expression se heurte à la menace, l'intimidation et une violence de source planétaire. L'attentat mené contre *Charlie Hebdo* l'indique assez. Cette internationalisation relativise d'ailleurs beaucoup le raisonnement courant selon lequel le droit d'offenser ne devrait pas viser des minorités. Ce qui reviendrait, comme le soulignent Jens-Martin Eriksen et Frederik Stjernfelt, à ne pouvoir critiquer des idéologies qu'une fois qu'elles ont conquis le pouvoir. Fallait-il attendre que les nazis soient majoritaires pour en faire la critique ? Cette distinction minorité/majorité se retourne immédiatement dès qu'une affaire s'internationalise. Flemming Rose a raison de souligner que c'est le Danemark qui s'est, en 2006, retrouvé minoritaire, sans faire l'objet de la délicatesse souhaitée à l'égard des minoritaires (p. 204). La liberté d'expression ne peut être maintenue dans une société qui consent au recours à la violence pour exprimer un point de vue. La peur est alors l'instrument qui régleme la liberté d'expression plus efficacement que ne le ferait un tribunal. C'est pourquoi existe déjà, comme l'écrit Christopher Caldwell, une loi non écrite contre le blasphème.

L'apostasie et le blasphème se retrouvent donc au cœur du combat des démocraties libérales pour la liberté d'expression. Elles ont une lutte à mener en interne et au niveau international contre les velléités de réintroduire le blasphème comme une forme de racisme. Elles ont à résister aux menaces et intimidations venues de tous les coins de la planète au lieu de parer la peur qu'elles ressentent des atours du respect, de la liberté ou de la tolérance, dont le sens s'en trouve alors perverti. Elles ne doivent pas s'en laisser compter par les organisations ou les États musulmans qui font du blasphème un crime équivalent au terrorisme – « un crime sans victime » –, comme c'est le cas au Pakistan par exemple. En 2007, lorsque Salman Rushdie fut fait chevalier par la reine Elisabeth, le ministre des Affaires religieuses pakistanaises a filé l'analogie entre les deux : « Comment pouvons-nous lutter contre le terrorisme quand ceux qui blasphèment sont récompensés par l'Occident » (p. 203) Il ne faut pas sous-estimer le chantage que peut recouvrir cette affirmation : criminalisation du blasphème en échange d'une lutte contre le terrorisme. Comme du temps du communisme, il faut s'appuyer sur les dissi-

dents au lieu de les traiter comme les témoins gênants de l'incapacité des démocraties libérales à affronter les menaces portées en leur cœur, témoins auxquels on reprocherait, en quelque sorte, d'avoir pris les valeurs libérales trop au sérieux²⁷.



« Inspire » poster appelant au meurtre d'Occidentaux

27 Voir à cet égard les polémiques en 2007 autour de la personnalité de Ayaan Hirsi Ali suscitées par le livre de Ian BURUMA (en français, *On a tué Theo Van Gogh*, Flammarion en 2006).

Dans le commentaire de ce livre publié dans *New York Review of Books*, Timothy GARTON ASH traitait Ayaan Hirsi Ali de « fondamentaliste des Lumières ». Pascal Bruckner avait pris la défense de cette dernière. Ulricke Ackermann, dans un article intitulé « In praise of Dissidents », compare les détracteurs d'Ayaan Hirsi Ali à ceux des dissidents d'Europe centrale: « Alors que les dissidents d'Europe centrale, amoureux de la liberté, étaient considérés comme des "trouble-fête de la détente" entre l'Est et l'Ouest, aujourd'hui, les dissidents de l'islam comme Ayaan Hirsi Ali, Taslima Nasreen, Irshad Manij, Necla Kelek ou Seyan Ates tombent en disgrâce parce que leurs critiques perturberaient le dialogue des cultures. Leur défense passionnée de l'auto-détermination et de la liberté individuelle contre la domestication collective par la religion mérite un soutien résolu, comme Pascal Bruckner l'a offert aux « rebelles du monde islamique. En effet, qui d'autre pourrait susciter l'autoréflexion et la réforme dans l'islam sinon ces courageux dissidents? »

Les seize contributions à ce débat sont en ligne sur le site <http://www.signandsight.com/features/1167.html>